



**GROUPE RENAULT**

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE

Tel : 01.76.84.14.33 / 01.76.84.14.34

www.cgt-renault.com - e-mail : cgtrenault@gmail.com



Le 2 juillet 2021

## **Compte rendu 4<sup>ème</sup> réunion de GRP du 1<sup>er</sup> juillet 2021.**

Délégation CGT : Jean Francois PIBOULEAU (DSC) et Laurent GIBLOT (DSC adjoint)

L'état des lieux de l'accord de transformation des compétences clôt le cycle de réunions du groupe de réflexion paritaire sur la situation de l'entreprise.

Le dispositif de RCC se voit légèrement boosté par les nouvelles incitations : augmentation de la prime de départ et élargissement du panel des prétendants au départ. **Un soulagement pour les organisations syndicales signataires.** Ce qui permet à la très grande majorité des directions d'atteindre voire de dépasser les objectifs initiaux. Dans certaines directions, comme les achats, l'hémorragie est telle qu'elles craignent de ne plus être en capacité d'assurer leur service.

L'ingénierie produit en est très loin. Il est certain maintenant que l'objectif de M. LE BORGNE de suppression de 1200 postes ne sera jamais atteint. La direction rejette la faute sur des causes exogènes à l'entreprise. En effet, trop de groupes ont pris le prétexte du COVID pour faire des plans de licenciement. **Un comble pour la direction.**

Pourquoi s'obstiner dans cette politique de réduction de la masse salariale dans l'ingénierie produit dès lors que les objectifs du plan d'économie sont en passe d'être réalisés ?

La direction acquiesce et martèle : l'entreprise a échappé de justesse à la liquidation grâce aux économies réalisées mais d'autres sacrifices seront nécessaires dans la période de convalescence qui s'annonce pour être définitivement rétabli.

L'ensemble des autres dispositifs d'accompagnement à la transformation des compétences donnent satisfaction. Les outils mis en œuvre, tels que Job Opportunity, la charte de bonne conduite ou Optimum, sont certes perfectibles mais répondent bien aux exigences de la situation.

### L'avenir

L'avenir de Renault passe nécessairement par un accord d'entreprise pluriannuel insiste la direction. Elle fustige la délégation CGT lorsque celle-ci le qualifie de nouvel accord de compétitivité. A raison, ce futur accord, s'il est signé, va bien au-delà de la compétitivité de l'entreprise. Il vise la remise à plat de l'ensemble de nos avancées sociales. La liste non exhaustive des thèmes que souhaite aborder la direction exprime nos craintes :

- Projet ingénierie de Renault en France ;
- Projet fonctions support ;
- Transformation immobilière Renault en Ile-de-France ;
- Projet industriel de Renault en France ;
- Organisation du Temps de Travail ;

- Accompagnement des transformations structurelles ou juridiques du groupe ;
- Renault transforme ses compétences et prépare l'avenir en France ;
- Transformation de l'emploi en France.

Si certains de ces thèmes restent encore un peu flous, d'autres ont leurs contours déjà esquissés.

Le projet industriel de Renault en France intégrerait le compactage des surfaces des sites de production et l'absorption de l'usine de Cléon par la filiale nouvellement créée dans le nord de la France.

La négociation sur l'Organisation du temps de travail serait calquée sur l'accord donnant naissance à la filiale « Renault ElectriCity ».

Quant à la transformation structurelle ou juridique de l'entreprise, il devient de plus en plus évident que la Renaultion de M. DE MEO va rebattre les cartes du dialogue social.

Il n'est pas exclu que la transformation de l'emploi en France passe par une refonte des grilles de rémunérations.

En définitive, ce nouvel accord pourrait bien être le test grandeur nature qu'attend le MEDEF et l'IUMM pour faire passer leur nouvelle convention collective, l'ébauche étant déjà réalisée avec l'accord du pôle nord.

### **L'accord pour l'avenir des sites industriels des Hauts-de-France a ouvert la boîte de pandore.**

La délégation CGT a, à de nombreuses reprises, interpellé la direction pour que cette négociation ne se focalise pas sur une course folle aux profits. Les négociations qui s'annoncent doivent placer les femmes et les hommes de Renault au centre des débats, donner un nouveau souffle social et environnemental et contribuer au renforcement de tissu industriel en France.